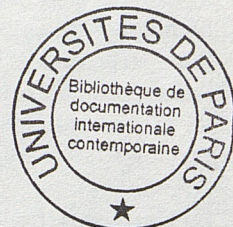


bulletin hebdo



NEGOCIATION REALISTE OU GUERRE CIVILE

par Sergio Ferrari

Managua, 6 mars (ANN). L'ouragan électoral qui a bouleversé la logique politique du pays a atteint toutes les sphères de la société nicaraguayenne. Dans cette nation peu habituée aux changements pacifiques dans des conditions démocratiques, telles que celles qui semblent s'imposer aujourd'hui, la négociation s'est ouverte. La délégation sandiniste, dirigée par le chef des forces armées Humberto Ortega et Jaime Wheelock, tous deux commandants de la révolution, et la délégation du futur gouvernement, conduite par Antonio Lacayo, chef de la campagne électorale de l'UNO et gendre de Violeta Chamorro, sont entrées en discussion dès le 27 février avec deux sujets brûlants à l'ordre du jour: La démobilisation de la Contra et l'avenir de l'armée populaire sandiniste (EPS) ainsi que du ministère de l'intérieur (MINT).

Ce nouveau type de transition, sans précédent historique dans le pays, se voit conditionné par l'ingérence permanente des Etats-Unis, qui n'ont jamais cessé de considérer le Nicaragua comme une partie de leur propre scène politique, et par la persistance d'une force contre-révolutionnaire armée qui, bien que vaincue stratégiquement, pourrait encore provoquer beaucoup de dégâts dans un pays déjà saigné. L'avenir de la

Contra apparaît donc comme un problème-clé et certains observateurs estiment que, sans sa démobilisation, le changement de gouvernement serait compromis.

Bien que le président Ortega ait annoncé que "quelque soit la situation", le changement de gouvernement aura lieu, le pragmatisme sandiniste serait sérieusement interpellé si fin avril la Contra existait encore comme réalité militaire. Ce n'est pas seulement la sécurité physique des milliers de militants du FSLN, cibles des fusils terroristes, qui serait en danger, mais la situation du pays tout entier et la solution pacifique recherchée par le FSLN quand il a décidé d'avancer les élections.

Deux raisons ont présidé à la décision des Sandinistes de soumettre le pouvoir au débat électoral: Le projet même du FSLN qui n'a jamais envisagé de parti unique et de gouvernement inamovible et la conviction que les urnes pouvaient, dans la conjoncture actuelle, mettre fin à la guerre et faciliter la normalisation des relations avec les Etats-Unis.

Accepter que la Contra ne se démobilise pas reviendrait, pour le FSLN, à avoir tout cédé pour rien. Situation dangereuse quand son objectif est

d'approfondir la démocratie et qu'en face, l'ennemi propose une issue non-négociée, fatale à la survie même du Sandinisme en tant que projet de libération nationale.

Accepter que la Contra ne se démobilise pas serait d'autre part mépriser le consensus régional, atteint à coup de sacrifices et de concessions importantes. C'est par cette négociation centraméricaine que le président Ortega est parvenu à s'assurer l'appui de tous les présidents de la région sur la question de la Contra. L'Amérique centrale a ratifié par la voie diplomatique ce que le peuple nicaraguayen avait obtenu sur le champ de bataille: La fin de la Contra comme instrument des Etats-Unis pour renverser la révolution.

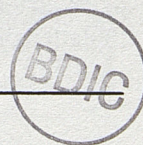
SOMMAIRE

Un entretien avec Luís Carrión

L'UNO, un collage fragile

Le pouvoir ouvrier ne peut être nié

Brèves



40 P 11421

L'avenir de l'EPS et du MINT constitue l'autre noeud de cet écheveau en cours de négociation. Les précédents dans l'histoire du continent indiquent que les changements électoraux n'affectent généralement pas l'armée. Les nouveaux présidents désignent des ministres de la défense et de l'intérieur mais ne touchent ni aux cadres moyens ni aux structures. Le FSLN a exprimé sa position au lendemain de la défaite électorale, celle de "défendre l'intégrité et les mécanismes internes de l'EPS et du MINT".

Demander la dissolution des Forces armées ou changer leurs structures et leurs cadres serait inacceptable pour le Sandinisme. Non seulement cela représenterait un viol de la constitution mais une méconnaissance d'un point sensible!

La situation actuelle est intimement liée au plan de paix signé par les cinq présidents en août 87 à Esquipulas. Dans leur déclaration commune, ils établissaient que le profil des armées serait régi dans l'avenir par des accords régionaux qui prennent en compte la négociation centraméricaine.

Tout indique donc qu'il ne peut y avoir de transition normale, créant les bases d'une réconciliation que les deux forces disent rechercher, sans une négociation réaliste qui exige des concessions des deux côtés, une reconnaissance mutuelle des espaces respectifs de pouvoir réel et le respect du cadre constitutionnel.

Ni le refus d'Israel Galeano, alias "Franklin", nouveau chef de la Contra, de se démobiliser, ni la proposition de l'ancien colonel somoziste Enrique Bermúdez d'assumer le ministère de la défense n'aideront à démêler cette situation.

Les risques ne sont pas minimes. Les Nicaraguayens reconnaissent presque unanimement qu'il n'y a que deux solutions: La concertation négociée avec une transition pacifique ou la guerre civile... et, dans ce pays déjà tellement frappé, il n'y a aucun espoir de pouvoir gouverner sur des cendres et des décombres.

UN ENTRETIEN AVEC LUIS CARRION

Managua, 6 mars (ANN / Barricada). Au lendemain de la défaite électorale du FSLN et après que différentes forces de la nouvelle majorité ont commencé à préciser un peu leur vision des choses, le commandant de la révolution Luís Carrión, membre de la direction nationale, a accordé une entrevue au quotidien Barricada. Il y est question de l'armée, du ministère de l'intérieur, de la transition pacifique du danger que représentent toujours les Etats-Unis et de la défense du secteur productif nationalisé.

Barricada: Vous avez dit que la sécurité du pays dépend du maintien de l'armée populaire sandiniste et du ministère de l'intérieur. Cela veut-il dire que ce sont des institutions intouchables par le nouveau gouvernement? Font-elles parties des négociations?

Luis Carrión: L'intégrité de l'armée et du ministère de l'intérieur est une condition indispensable pour le retour de la tranquillité et de la sécurité pour tous les Nicaraguayens. Ces institutions sont régies par des lois; elles ont été les garantes du processus électoral, ce qui démontre leur engagement du côté de la démocratie. Elles garantissent aux Sandinistes comme aux autres Nicaraguayens que la néfaste période somoziste, ou quelque chose d'approchant, ne reviendra pas. Leur maintien est la base de la transition pacifique.

B.: Certains secteurs de l'UNO veulent faire un parallèle entre la démobilisation de la Contra et la réduction de l'armée populaire sandiniste.

L.C.: La démobilisation de la Contra ne peut être conditionnée. Ce n'est pas seulement la position du FSLN, cette idée figure dans les accords de paix des présidents centraméricains. Il n'y a aucune relation de cause à effet entre la situation de l'armée et la Contra, ce sont deux problèmes indépendants. La Contra doit se démobiliser sans condition parce qu'elle représente une menace pour la vie et la propriété de tous les Nicaraguayens.

B.: Dans quelle mesure les normes qui régissent le fonctionnement des forces armées garantissent-elles leur intégrité ?

L.C.: Les forces armées sont maintenant bien institutionnalisées. Les procédures pour le choix des officiers, la formation des cadres et l'attribution des grades sont parfaitement définies et participent du professionnalisme atteint par cette institution. C'est un des gages de son intégrité.

B.: Quelles sont les priorités du FSLN pour ces semaines de transition durant lesquelles il veut assurer la stabilité du pays ?

L.C.: Notre priorité est d'assurer, au cours des négociations qui vont avoir lieu entre le gouvernement actuel et celui de Violeta Barrios Chamorro, l'intégrité des forces armées, des garanties politiques et personnelles pour les Sandinistes et pour le FSLN dans son rôle de principal parti d'opposition, de même qu'une sécurité matérielle minimum pour tous ces gens qui, tout au long de ces dix ans, ont bénéficié des conquêtes de la révolution, par exemple les maisons, les terrains etc...

B.: Prenons un exemple: Si demain Jaime Morales revient et demande à récupérer la maison ou vit Daniel Ortega, que va-t-il se passer ?

L.C.: J'imagine qu'à Miami et ailleurs il y a des gens qui entretiennent toutes sortes d'espoirs; il y en a probablement qui sont déjà en train de réclamer ceci ou cela. Cette situation doit se régler dans le cadre des négociations, car ce n'est pas un problème de familles, c'est un problème politique. Des milliers de foyers ont bénéficié de la révolution et ils se sentent dans une insécurité totale. Cette situation est une menace pour la paix et la stabilité politique. Ces élections ont été réalisées, entre autres, pour parvenir à une paix définitive. La sécurité, la stabilité, la tranquillité de dizaines de milliers de foyers sont une partie essentielle de cette paix pour laquelle nous avons lutté.

B.: A moyen terme, croyez-vous que l'administration Bush va respecter notre modèle démocratique, une fois que le nouveau gouvernement sera installé, ou pensez-vous qu'elle va chercher à écraser le Sandinisme ?

L.C.: Il est difficile de faire des pronostics; nous ne pouvons pas davantage nous faire d'illusions et baisser la garde. Historiquement, les Etats-Unis n'ont jamais eu un comportement favorable à la démocratie, ni enclin à reconnaître aux forces progressistes et révolutionnaires le droit d'exister. Ils se sont engagés, en d'innombrables occasions, aux côtés des dictatures militaires les plus sauvages et ont aidé des gouvernements qui pratiquaient la torture et la répression massive. C'est pourquoi nous ne pouvons pas avoir confiance et penser que le gouvernement étatsunien va respecter le modèle démocratique construit par les Sandinistes. Nous devons rester en alerte, mobilisés. Cependant, il faut dire que toute tentative de destruction du FSLN jetterait le pays dans une guerre complètement désastreuse. Les Nicaraguayens, les Sandinistes et ceux de l'UNO, qui sont ceux qui vivent ici, qui subissent les conséquences de la crise et de la guerre, ont la responsabilité collective de défendre tous ensemble ce modèle, cette réalité démocratique nicaraguayenne, unique garantie de la fin des conflits armés.

B.: Il y a donc des possibilités réelles pour que fonctionne cette option "hybride" de pouvoir révolutionnaire et de gouvernement traditionnel ?

L.C.: Toute démocratie est un exercice d'équilibre dans lequel les différentes forces politiques et sociales ont une partie du pouvoir, qu'il soit matériel, politique ou idéologique, mais dans un cadre légal et dans le respect des règles démocratiques afin de résoudre les Contradictions qui existent dans n'importe quelle société et plus clairement dans les sociétés démocratiques. L'important est de respecter le cadre politique, les positions des différentes forces pour établir cet équilibre, sauver la nation et rendre la paix au Nicaragua. Il s'agit désormais d'apprendre à vivre dans cet équilibre démocratique nécessaire au retour de la paix.

B.: Vous vous êtes prononcé pour la préservation du secteur productif de l'état tel qu'il est et contre sa coopérati-

sation, alors que l'UNO prétend le privatiser. De quels instruments dispose le FSLN pour garantir le maintien de ce secteur ?

L.C.: Nous ne pouvons offrir aucune garantie légale puisque nous ne serons pas au gouvernement. Nous allons lutter d'en bas, aux côtés des travailleurs. Coopérativiser la propriété de l'état est une façon de la privatiser. Nous l'avons construite et défendue, nous ne pouvons changer de position. La coopérativisation pose d'autres problèmes et génère d'autres Contradictions. D'un côté, les intérêts des travailleurs se divisent, les groupes pourraient manifester des tendances différentes et perdre de vue la nécessité de défendre un projet national. Par ailleurs, ce serait relativement facile, pour le gouvernement de l'UNO, d'étrangler ces coopératives récemment formées et de liquider ces entreprises par des voies strictement économiques. Finalement, on aboutirait exactement à la privatisation que l'on veut éviter et les travailleurs concernés se retrouveraient isolés des autres. C'est pourquoi nous demandons aux résidents de nos entreprises et de nos corporations le maintien de l'ordre, de la discipline et nous leur demandons de défendre le secteur d'état. Ils doivent rester en alerte face aux tentatives que pourraient faire ceux qui veulent profiter de la situation pour soustraire les ressources des entreprises d'état. La défense du secteur d'état dans l'avenir sera fondée sur l'action politique organisée des travailleurs et du peuple.

B.: L'UNO avance deux arguments en faveur de la privatisation: Une prétendue inefficacité du secteur productif nationalisé et le fait que la nationalisation des banques et du commerce extérieur restreint l'initiative économique. Qu'en pensez-vous ?

L.C.: Je pense que les déficiences administratives existent aussi bien dans les entreprises privées que dans le secteur nationalisé. Etre privé ou nationalisé n'offre en soi aucune garantie d'efficacité de gestion. Nous avons des entreprises d'état mieux administrées que la majorité des entreprises privées et d'autres qui sont déficientes. Le secteur nationalisé fait toujours l'objet d'une plus grande attention tandis qu'on ne sait pas ce qui se passe dans le privé.

En ce qui concerne les banques, elles sont nationalisées dans beaucoup de pays capitalistes, à commencer par le Costa Rica. Une banque nationalisée fait le drainage des ressources vers des secteurs choisis en fonction d'une certaine vision du développement et de la justice sociale. Au contraire, quand les banques sont privées, ces placements sont conçus pour générer le profit maximum au bénéfice des propriétaires de la banque, qui souvent les attribuent à eux-mêmes ou à leurs amis, renforçant la concentration exagérée du capital. Non seulement ils vont ainsi contre les intérêts des travailleurs, mais ils empêchent aussi le développement d'autres entreprises privées.

Pour ce qui est du commerce extérieur, l'existence d'entreprises nationales qui commercialisent les produits d'exportation a permis de négocier dans des conditions bien plus favorables qu'avant le triomphe de la révolution. Cela nous a permis aussi d'offrir des services plus efficaces aux petits producteurs, en particulier aux producteurs de café qui, avant, tombaient entre les mains d'intermédiaires sans pitié. Dans le système que nous avons mis en place, ils bénéficient des mêmes conditions que les gros producteurs; c'est une question de justice redistributive. La nationalisation des exportations a permis aussi d'obtenir des crédits, ce qui serait très difficile dans d'autres conditions. Je suis convaincu que la nationalisation des exportations de produits de base a été juste et positive.

B.: Le gouvernement sandiniste est-il en capacité de garantir une passation ordonnée des institutions et des entreprises de l'état ?

L.C.: Nous sommes effectivement en capacité d'assurer une passation ordonnée. Le fait qu'elle le soit ou non est directement lié à la solution des problèmes essentiels que nous avons mentionnés tout à l'heure (...).

B.: L'UNO est une alliance de 14 partis représentant différents courants idéologiques. A-t-elle la capacité de négocier comme un bloc homogène ?

L.C.: L'UNO a cessé d'exister légalement le 26 février, puisqu'elle s'est constituée pour participer aux élections. Ce qui reste, ce sont des personnes élues dans différentes charges. Le gouvernement élu est celui de Mme Chamorro et elle a les facultés qui correspondent à sa charge pour décider et négocier. C'est avec elle que devront être discutées les préoccupations essentielles du FSLN. On a entendu brusquement des voix dissonantes au sein de l'UNO. Certains ont des positions de bon sens et cherchent une solution raisonnable pour le pays, d'autres ont fait des déclarations dangereuses et irresponsables. Nous voulons penser que le bon sens, le sens des responsabilités historiques et la pondération vont prévaloir, surtout chez ceux qui vont avoir les plus hautes fonctions.

B.: Si cela se produit, le secteur extrémiste pourrait rester isolé et le gouvernement serait partagé entre les plus raisonnables et le FSLN. Est-ce possible ?

L.C.: Je crois que les positions extrémistes doivent rester isolées. Le moment historique exige un consensus national sur les conditions minimum susceptibles de garantir la stabilité, la sécurité et la transition pacifique. C'est autour de cette idée que le FSLN et une autre force, ou une personnalité politique, qui fasse passer l'intérêt de la nation et la vie de notre peuple avant les intérêts d'un parti ou les ambitions personnelles peuvent converger.

B.: Que pensez-vous de la lettre envoyée à Daniel Ortega par Bush ?

L.C.: L'important n'est pas la lettre mais ce que va faire le gouvernement des Etats-Unis dans les prochains jours. Par exemple, certaines contradictions à propos de la démobilisation de la Contra sont préoccupantes: Une partie des hauts fonctionnaires a dit qu'elle devait être démobilisée, mais le président Bush a annoncé qu'il allait demander une nouvelle aide au Congrès. Cette demande va à l'encontre de la volonté du gouvernement actuel mais aussi du gouvernement de Mme Chamorro, qui s'est prononcée pour la démobilisation immédiate. Les Etats-Unis doivent respecter les accords des présidents centraméricains.

L'UNO, UN COLLAGE FRAGILE

par Sergio Ferrari

Managua, 5 mars (ANN). L'alliance qui a créé la surprise le 25 février en gagnant les élections contre toute attente est en fait composée de 14 formations politiques. En outre, l'Union Nationale d'Opposition a paradoxalement choisi comme candidate à la présidence une personnalité politique éloignée des partis qu'elle regroupe.

L'unité est un des principaux défis que devra relever la coalition, compte tenu de la variété des courants politiques qu'elle abrite et des Contradictions qui les opposent, sans parler du problème que représente pour elle le FSLN qui, fort de ses 40 %, a annoncé son intention de "gouverner d'en bas".

Déjà, on perçoit, au travers de déclarations sur un même thème, les crises qui risquent d'éclater. Les coups de poing donnés pendant la campagne électorale par Jaime Bonilla, proche du conseil politique de l'UNO, à Antonio Lacayo, conseiller de Violeta Barrios Chamorro, sont plus qu'un incident de parcours.

DES CONTRADICTIONS A DEUX NIVEAUX

La première ligne de fracture, qui pèse sur les négociations actuelles, passe entre le conseil politique et le groupe des cinq conseillers personnels de Violeta Barrios Chamorro.

Le conseil politique, qui regroupe les leaders des différents partis de l'alliance, serre les rangs derrière Virgilio Godoy. Celui-ci avait été ministre durant les premières années de la révolution avant de devenir un anti-sandiniste viscéral. "Régler leur compte aux Sandinistes", "expulser tous les internationalistes", "être inflexible dans la négociation", sont quelques-uns des principes du futur vice-président, dont les positions radicales ne sont pas toujours appréciées par les conseillers de Violeta Barrios.

Ce groupe est composé d'Alfredo César, ancien membre

de la direction de la Contra, Pedro Joaquín Chamorro, fils de la présidente élue et également ancien dirigeant de la "résistance", Carlos Mantica, laïc appartenant au mouvement charismatique et chargé de suivre les affaires religieuses, Francisco Mayorga, technocrate formé aux Etats-Unis et spécialiste de l'économie, Antonio Jarquín, syndicaliste, et Emilio Álvarez Montalván, vieux conservateur qui pourrait devenir ministre des relations extérieures.

Le groupe des conseillers est complété par Antonio Lacayo, gendre de Violeta Barrios, chef de sa campagne électorale et responsable actuellement des pourparlers avec le FSLN, et Cristina Chamorro, son épouse, qui organise les relations avec la presse puisqu'elle est co-directrice du quotidien *La Prensa*.

Les conseillers personnels ont manifesté ces dernières semaines des positions plus souples, qui coïncident avec une nouvelle attitude du Conseil supérieur de l'entreprise privée (COSEP). Ils se montrent favorables à des solutions pragmatiques et mettent davantage l'accent sur la reconstruction que sur la revanche politique.

Si les Contradictions qui existent entre ces deux lobbies n'ont pu être occultées durant la campagne électorale, que dire des divergences idéologiques et politiques qui séparent les cinq principaux courants de pensée réunis dans l'UNO et constituent le second talon d'Achille de la coalition (voir tableau).

LA COURSE AUX PLACES

C'est avant même la victoire électorale que les discussions internes ont commencé à tourner autour de la question des postes dans la future administration. Les tensions à propos de la mairie de Managua, que se disputent toujours Arnaldo Alemán et Agustín Jarquín, en a été le point de départ.

C'est maintenant la présidence de l'Assemblée nationale qui est l'objet d'un des principaux litiges. Deux candidats sont sur les rangs : Alfredo César lui-même, qui était en tête de liste et a mené une intense campagne personnelle, et Adán Fletes, dirigeant social-chrétien, candidat à la vice-présidence au début de la campagne électorale de 1984 et militant de l'abstention quand Washington l'avait demandé.

La bagarre pour les ministères n'est pas moins forte. La plus ouvertement menée dans le quotidien *La Prensa* concerne l'éducation. Tandis qu'un secteur soutient Miriam Arguello, un autre se bat pour Guillermo Rothschild. Mais depuis quelques heures a surgi un outsider : Hortensia Rivas, dirigeante de la fédération des enseignants du Nicaragua qui avait été l'instigatrice des grèves anti-gouvernementales menées l'an dernier dans l'enseignement.

LA CONTRA ENTRE DANS LA DANSE

La Contra est un élément du "patchwork" qu'on ne peut omettre. Elle a soutenu l'UNO dans sa campagne et elle est déjà représentée dans la coalition par d'anciens dirigeants comme A. César, P.J. Chamorro, Roberto Ferrey, Azucena Ferrey ou Roberto Urroz.

S'il est vrai que Violeta Barrios l'a appelée à se démobiliser, sa réponse a été jusqu'à présent négative. Israel Galeano, alias "Franklin", qui a détrôné Enrique Bermúdez par un coup d'état interne, n'est pas disposé à déposer les armes avant le 25 avril, date de l'entrée en fonction du nouveau gouvernement.

E. Bermúdez de sa part a communiqué à la future présidente sa disposition à revenir au Nicaragua pour "assumer le ministère de la défense, comme elle me l'a promis quand je suis venu au Nicaragua". Ces déclarations, faites sur la radio *La voix de l'Amérique*, ont fait l'effet d'une bombe, y compris pour l'UNO qui est bien consciente des exigences que pourraient poser les Contras après leur retour.

Onze partis, trois groupes politiques, cinq courants aux idéologies Contradictaires et des milliers de Contras qui se sentent artisans de la victoire: Voilà qui complique la tâche, immense en soi, de reconstruire le pays et maintenir la stabilité.

TABLEAU ANNEXE

COMPOSITION DU CONSEIL POLITIQUE DE L'UNO

Les conservateurs (11 sièges à l'Assemblée) :

P. national conservateur (5) PNC, Silvano Matamoros
Alliance populaire conservatrice (5) APC, Miriam Arguello
Action nationale conservatrice(*) (1) ANC, Hernando Zuñiga

Les libéraux (12 sièges) :

P. libéral indépendant (6) PLI, Wilfredo Navarro
P. libéral constitutionnaliste (3) PLC, Leopoldo Navarro
P. néo-libéral (3) PALI, Andres Zuniga
(PLC et PALI: tendance néo-somoziste)

Les socio-chrétiens (12 sièges)

P. démocratique de confiance nat. (6) PDC, Agustín Jarquín
P. d'action nationale (4) PAN, Eduardo Rivas

Fraction P. pop. soc-chrét. (*) (2) PPSC, Luis H. Guzman

Le centre-droit (2 sièges)

P. intégrationniste d'Am. C. (*) (2) PIAC, Alejandro Pérez

Les socio-démocrates (8 sièges)

P. social-démocrate (5) PSD, Guillermo Potoy
Mouvement dém. nica. (3) MDN, Roberto Urroz

Les partis d'origine marxiste (6 sièges)

P. socialiste nicaraguayen (3) PSN, Gustavo Tablada

P. communiste du Nicaragua (3) PCN, Eli Altamirano

A ces formations, il faut ajouter le mouvement indigène Yatama, qui au début de la campagne était aux côtés du Parti social-chrétien d'Erick Ramirez, mais a fait alliance en cours de route avec l'UNO et a gagné un siège à Bluefields

NOTE (*): formation sans personnalité juridique.

LE POUVOIR OUVRIER NE PEUT ETRE NIE

Managua, 2 mars (ANN). Une nouvelle étape s'est engagée au Nicaragua: La transition vers un nouveau gouvernement et un Sandinisme dans l'opposition. La première semaine post-électorale a été une des plus intenses de ces dix dernières années. La capacité de récupération du FSLN a été au coeur de la dynamique sociale. Des dizaines de rencontres entre la Direction nationale et divers secteurs sociaux ont permis de tirer les premières lignes de ce que sera le rôle des organisations de masse dans l'opposition.

La Centrale sandiniste des travailleurs (CST) et l'Association des travailleurs agricoles (ATC), fortes chacune de plus de 100 000 adhérents, ont su au cours de ces dix ans se structurer dans tout le pays et comptent avec une base solide. Comment les travailleurs organisés voient-ils l'étape actuelle et leur rôle à venir? Lucio Jiménez, dirigeant de la CST et Edgardo García, dirigeant de l'ATC, ont répondu aux questions de l'ANN et de *Barricada*.

ENTREVUE AVEC LUCIO JIMENEZ, CST

ANN: La CST s'attendait-elle à ces résultats électoraux ?

Lucio Jiménez: Nous avons pensé que la victoire militaire et stratégique signifiait une base sociale solide et que ces élections, qui devaient représenter le point culminant de l'affrontement, étaient gagnées. En janvier et février, nous avons opté pour une certaine trêve électorale, afin de ne pas accroître les problèmes. Maintenant cette trêve est terminée, nous devons revenir à la dynamique des trois premières années de la révolution et nous battre systématiquement pour les intérêts des travailleurs. Nous sommes dans de meilleures conditions pour avancer nos revendications et récupérer ce que l'on a perdu avec l'agression.

ANN: Cela signifie-t-il que durant quelques années, la CST et les autres organisations syndicales ont freiné les revendications sociales ?

L.J. : Oui, nous avons dû - et je crois que cela a été compris par tous - maintenir la stabilité pour gagner la guerre. C'est pour cela que nous avons appelé les travailleurs à ne pas faire grève, à ne pas demander l'impossible et même à céder du terrain à d'autres secteurs qui n'avaient aucun intérêt à l'avenir de la révolution. Maintenant, peut-être les Etats-Unis vont-ils payer à Violeta Chamorro les 17 milliards de dollars perdus à cause de la guerre. S'ils le font, c'est parfait. S'ils ne le font pas, nous retrouverons les électeurs de l'UNO à nos côtés. J'en ai déjà rencontrés certains qui m'ont dit qu'ils savaient que nous serions là pour défendre leurs intérêts...

ANN : Quels seront les axes principaux de votre travail syndical quand le FSLN sera dans l'opposition ? Que signifie pour vous "gouverner d'en bas" ?

L.J. : Nous allons consolider notre organisation de base, avec ceux qui ont voté FSLN et ceux qui ont voté UNO. Il y a un espace pour l'unité et il doit être renforcé. Si un ancien propriétaire somoziste revient et veut reprendre son usine, nous dirons non. Nous renforcerons les syndicats dans chaque entreprise et nous allons nous constituer en fédérations par branches de production pour avoir plus de force. Dans certains secteurs, elles existent déjà, mais elles n'ont jamais été considérées comme des instruments d'opposition. Tout cela représente une réserve inexploitée. La CST va se rénover d'une manière positive et elle utilisera tous les moyens de lutte quand cela sera nécessaire, y compris la grève sectorielle ou générale. Pendant toutes ces années, nous avons renforcé nos liens avec d'autres secteurs sociaux, les travailleurs agricoles, les petits producteurs etc... Nous sommes certains de pouvoir développer une vaste alliance paysans-ouvriers, une force véritable, solide. Personne ne peut en douter, ni Violeta Chamorro, ni les Etats-Unis.

ANN: Comment interprétez-vous le vote populaire du 25 février ?

L.J.: Beaucoup de gens qui n'ont rien, qui mangent aujourd'hui mais pour qui demain n'est pas assuré, se sont

dit: "Si avec la Violeta on a des dollars et qu'on finit avec la guerre, on vote pour elle". Mais ces gens ne sont pas des ennemis, et il me l'ont exprimé ces derniers jours, ils m'ont dit "nous comptons sur vous pour nous défendre".

ENTREVUE AVEC EDGARDO GARCIA, ATC

Barricada: Quelle capacité a l'ATC pour s'opposer aux prétentions de ceux qui veulent privatiser les exploitations agricoles ?

Edgardo García: Nous avons accumulé une expérience de fait et une expérience de droit avec nos conventions collectives. Si l'UNO s'en prend à nos droits, elle se heurtera à une force solide, capable de paralyser la production agricole du pays. Si les propriétaires nous répriment avec l'appui de l'UNO, ce prochain gouvernement verra quelle opposition nous représentons. S'il respecte nos acquis, nous sommes prêts à collaborer.

Barricada: Le président du Conseil supérieur de l'entreprise privée (COSEP), Ramiro Gurdian, pressenti comme futur ministre de l'agriculture, affirme que sa première tâche sera de privatiser les exploitations car selon lui, la centralisation des moyens de production est un frein à l'économie. Qu'en pensez-vous ?

E.G.: Si son gouvernement le nomme ministre, nous lui souhaiterons bonne chance mais nous exigerons également de lui qu'il nous donne du travail. Il faudra qu'il fournisse la preuve que les producteurs privés atteignent des rendements de 15 tonnes de coton par hectare comme l'a fait le secteur nationalisé. S'il vient imposer une politique contraire à la révolution, qu'il sache que nous ne l'admettrons pas, que nous ne coopérerons pas à la relance économique du pays. Gurdian essaie depuis longtemps de récupérer la bananerie *La Candelaria*: Les travailleurs y ont réalisé la meilleure production du secteur bananier sans l'aide du COSEP qui, au contraire, a voté contre l'aide économique pour le Nicaragua à la conférence de Stockholm.

Barricada: Quelles sont les principales conquêtes de l'ATC en dix ans ?

E.G.: Tout d'abord la liberté d'expression et d'organisation, le droit de participer à la gestion des exploitations publiques et privées à travers les conseils consultatifs. Nous avons acquis aussi les droits inscrits dans notre convention collective : L'accès à l'éducation, au logement, aux crèches, aux vingt produits de base et à une parcelle de terre pour notre propre consommation. Nous avons conquis l'égalité des salaires pour les femmes et les hommes, le droit aux allocations maladie et vieillesse. L'ATC revendique que les gains des entreprises soient redistribués pour 20 % en bénéfice, pour 30 % en avantages sociaux, les 50 % restants étant réinvestis dans la production.

Barricada: L'ATC a lutté pour une certaine discipline dans le travail, l'amélioration des rendements... Continuerez-vous à défendre ces principes ou les laisserez-vous gérer par le nouveau gouvernement ?

E.G.: L'organisation du travail et de la production est le patrimoine de la révolution et des travailleurs, notre position est donc de continuer à assumer ce rôle, dans la mesure où l'UNO respecte nos droits. Notre objectif est de défendre notre emploi et nos salaires. Mais nous sommes prêts à toute éventualité. Tout le monde doit savoir qu'au Nicaragua, le pouvoir de la classe ouvrière ne peut être nié.

BREVES

LA CONTRA JUSQU'A QUAND

Le FSLN multiplie ses appels à la démobilisation de la Contra - condition nécessaire à une passation pacifique du pouvoir le 25 avril prochain. Pendant ce temps, les chefs des mercenaires, soutenus par certains secteurs des Etats-Unis, tel le vice-président Quayle, maintiennent leur attitude intransigeante: Ils conditionnent leur démobilisation à la dissolution de l'armée populaire sandiniste. Violeta Chamorro a appelé à la démobilisation de la "Résistance" et Gustavo Tablada, membre du conseil politique de l'UNO, a déclaré que les Etats-Unis devaient suspendre leur aide afin de favoriser la fin du conflit. Mais le quotidien *La Prensa*, qui restait prudent depuis les élections, vient de s'aligner sur les positions de Washington. La coalition de droite connaît donc de sérieuses divergences sur cette question dont dépend aujourd'hui la stabilité du pays.

CONTRA

Alors que le gouvernement nicaraguayen a décrété un nouveau cessez-le-feu unilatéral, la Contra continue ses attaques contre des cibles civile et militaires. De violents combats ont eu lieu dans les régions V et VI. Le chef de la Vème région militaire a dénoncé un "dangereux regroupement" des mercenaires, en particulier près de Wililí et Rio Blanco.

NON AU PASSE

Les paysans s'organisent autour de la défense de leurs acquis : face à la menace que représente l'arrivée de l'UNO au pouvoir, ils ont décidé de former une fédération de coopératives afin de mieux répondre aux prétentions des anciens propriétaires et à toute tentative de privatisation. De la même façon, les habitants de nombreux quartiers dans les principales villes ont renforcé leur or-